NATIONS
UNIES

A S

Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/44/704
S/20939
2 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-quatrième session
Point 34 de l'ordre du jour
LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :
MENACES CONTRE LA PAIX ET LA
SECURITE INTERNATIONALES ET
INITIATIVES DE PAIX

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-quatrième année

Lettre datée du 2 novembre 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la lettre du Président Daniel Ortega Saavedra, publiée dans le New York Times d'aujourd'hui, 2 novembre (voir annexe).

Je vous prie de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Alejandro SERRANO CALDERA

ANNEXE

Lettre du Président du Nicaragua, publiée dans le New York Times du 2 novembre 1989

POURQUOI J'AI MIS FIN AU CESSEZ-LE-FEU

Le 25 février 1990, le Nicaragua tiendra des élections libres, impartiales et démocratiques. Le président, le vice-président et le parlement élus lors de ces élections entreront en fonction, investis des pleins pouvoirs constitutionnels, le 25 avril 1990.

J'ai pris solennellement ces engagements devant le peuple nicaraguayen. Je les ai pris également dans le cadre des accords multilatéraux que les présidents d'Amérique centrale ont signés cette année à Tesoro Beach et à Tela.

Le mois dernier, 1 750 000 Nicaraguayens, soit plus de 90 % des personnes remplissant les conditions requises pour voter, se sont inscrits sur les listes électorales dans un processus applaudi par tous les observateurs internationaux. Je continuerai de tout mettre en oeuvre pour que le processus électoral en cours reste démocratique et que, comme en 1984, nos élections soient jugées libres et impartiales par les observateurs internationaux.

Malheureusement, la recrudescence des activités militaires des contras visant à perturber le processus électoral menace de me rendre moins apte à protéger le droit des citoyens nicaraguayens de faire campagne ouvertement et de voter pour le parti politique de leur choix.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé, à regret, de ne pas proroger le cessez-le-feu unilatéral proclamé par le Gouvernement.

Au cours du mois d'octobre, des unités de la Contra fraîchement équipées se sont infiltrées dans le pays à partir du Honduras et ont fermé plus de 50 centres d'inscription sur les listes électorales, empêchant ainsi des milliers de citoyens de s'inscrire. Elles ont repéré, pour les assassiner, des sandinistes connus - responsables communautaires en vue, militants du parti et candidats à des postes municipaux - et leur ont tranché la gorge.

Le 21 octobre, des éléments de la Contra ont tendu une embuscade à des réservistes qui allaient s'inscrire sur les listes électorales, tuant 19 d'entre eux et en blessant six. Mardi dernier, ils ont assassiné quatre agriculteurs dans une coopérative près de San Miguelito. A mon invitation, des observateurs de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation des Etats américains et de l'ambassade des Etats-Unis se sont rendus sur les lieux de l'attaque pour voir les cadavres et interviewer les survivants.

Qu'est-ce qui explique cette recrudescence de la violence de la Contra? Le succès de notre processus électoral les a réduits au désespoir. Ils craignent que des élections libres, dûment reconnues par la communauté internationale, ne ruinent leur dernière lueur d'espoir de poursuivre la guerre.

Leur seule chance selon eux est de multiplier les attaques contre les civils et de forcer ainsi le Gouvernement à imposer les mesures de sécurité nécessaires. La réaction du Gouvernement serait ensuite présentée au monde comme la preuve de son opposition à des élections démocratiques.

Les principaux sympathisants de la Contra à l'intérieur du Nicaragua - l'Union de l'opposition nationale qui, comme la Contra, a été fabriquée, achetée et payée par les Etats-Unis - m'accusent déjà de comploter pour annuler les élections. En réalité, c'est précisément ce qu'ils veulent que je fasse. Ils sont aussi convaincus que moi que si les élections ont lieu - et elles auront lieu - le peuple nicaraguayen donnera aux sandinistes une victoire électorale écrasante.

Mon principal objectif, lors du sommet des pays de l'hémisphère au Costa Rica, à la fin de la semaine dernière, était d'obtenir l'assistance des chefs d'Etat qui s'y trouvaient réunis pour mettre un terme à la violence de la Contra. Je voulais qu'ils exercent leur influence collective pour assurer l'application intégrale des Accords de Tela, qui demandent la démobilisation et le désarmement des éléments de la Contra avant le 5 décembre. C'est là le moyen le plus efficace de les empêcher de s'attaquer à nos citoyens et au processus électoral.

Il est désormais évident qu'il est inutile de concentrer nos efforts de paix sur la seule question du cessez-le-feu. On ne peut parler de cessez-le-feu acceptable lorsque les contras continuent de tirer alors que nous avons déposé les armes. L'instauration de la paix suppose la fin de la guerre. Il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin à la guerre que de commencer immédiatement à démobiliser les contras.

Le Président Bush a réagi avec un flot d'invectives. Il m'a accusé de gâcher la "garden party" au Costa Rica. Eh bien, la vie dans mon pays n'est certainement pas une "garden party" après huit ans de guerre financée et dirigée par les administrations Reagan et Bush.

Malgré l'admiration universelle que suscite notre processus électoral, le Président Bush n'en continue pas moins de prendre des mesures pour ajouter aux souffrances du peuple nicaraguayen. La semaine dernière, il a reconduit pour six mois l'embargo économique qui asphyxie le commerce entre le Nicaragua et les Etats-Unis depuis mai 1985.

Le Président Bush a bloqué - ce qui est plus grave encore - tout effort visant à démobiliser et à désarmer les éléments de la Contra conformément aux Accords de Tela. En continuant à leur fournir une assistance à des fins non meurtrières, il a permis à la Contra de rester intacte sur le plan militaire. Une telle aide directe des Etats-Unis constitue une violation des Accords de Tela, qui stipulent qu'il ne peut être fourni d'assistance que pour la démobilisation et seulement par l'intermédiaire d'une commission spéciale.

Le Président Bush n'a peut-être pas l'intention de ranimer la puissance militaire de la Contra. Les dirigeants latino-américains qui lui sont proches me disent qu'il veut lui aussi démobiliser les éléments de la Contra mais pas avant les élections au Nicaragua. Il aurait peur, en les démobilisant avant les

élections, d'être accusé de trahison par l'aile droite du parti républicain. Ainsi, l'aide actuelle des Etats-Unis serait destinée à calmer ces extrémistes et non pas à ressusciter la Contra.

Néanmoins, la Contra a utilisé l'aide de M. Bush pour intensifier les combats, faire de nouvelles victimes et causer de nouveaux ravages dans notre pays.

Toutes les personnes bien intentionnées souhaitent que deux choses se passent au Nicaragua d'ici février : la fin des combats et la tenue d'élections démocratiques. Malgré tout ce qu'il a fait, il se peut que le Président Bush soit animé de bonnes intentions. Il peut en apporter la preuve en appuyant la démobilisation rapide des éléments de la Contra.

Certes, il risque alors de se faire accuser de trahison par l'extrême droite, mais l'autre possibilité qui s'offre à lui est de condamner le peuple nicaraguayen à écouter quotidiennement les voix éplorées des familles de ceux qui sont massacrés par les forces de la Contra, créée et financée par les Etats-Unis.

Un "grand homme" n'éprouverait aucun mal à faire le bon choix.